



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 11 MAI 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 717

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
L. S. }

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre Cité de Québec :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11th MAY, 1907

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 718

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.] }

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY THIRD day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY THIRD day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1235

Avis du Gouvernement

No 3900.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 6 mai courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Rivière-Ouelle, dans le comté de Kamouraska, les immeubles ayant au cadastre officiel de la paroisse N.-D. de Liesse de la Rivière Ouelle, les numéros 626, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 640, 641, 642, 643, 644 et 645, la partie de chacun des immeubles ayant au même cadastre les numéros 622 et 625, située au sud-est du chemin de traverse appelé "Le vieux chemin", et la partie de l'immeuble ayant le numéro 678 (chemin de fer Intercolonial), s'étendant depuis l'immeuble ayant au même cadastre le numéro 622, inclusivement, jusqu'aux immeubles ayant au même cadastre les Nos 644 et 645, inclusivement et annexer ces immeubles à la municipalité scolaire de Saint-Pacôme, dans le même comté.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 1539

No 1441.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 6 mai courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de la ville de l'Assomption, dans le comté de l'Assomption, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption, les Nos 219, 220, 221 et 222, et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de l'Assomption.

Cette annexion ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1907. 537

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the FIRST day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAI NOT

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

A Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FOURTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1236

Government Notices

No. 3900.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th of May, 1907, to detach from the school municipality of Rivière Ouelle, county of Kamouraska, the lots bearing on the official cadastre of the parish of N. D. de Liesse de la Rivière Ouelle, the numbers 626, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 640, 641, 642, 643, 644 and 645, the part of each of the immovables bearing on the same cadastre the numbers 622 and 625, situate to the south east of the cross road called "Le vieux chemin", and the part of the immovable having the number 678 (Intercolonial Railway), reaching from the immovable bearing the number 622, inclusively, to the immovables bearing the Nos. 644 and 645, inclusively, of the same cadastre, and to annex these immovables to the school municipality of Saint Pacôme, in the same county.

This annexation will come into force only on the first of July next, 1907. 1540

No 1441.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th day of May, 1907, to detach from the school municipality of the town of l'Assomption, the lots bearing on the official cadastre of the parish of l'Assomption, the Nos. 219, 220, 221 and 222, and to annex them to the school municipality of the parish of l'Assomption.

This annexation shall take effect only on the 1st of July next, 1907. 1538

No 213.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul-l'Ermité, dans le comté de L'Assomption, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermité, les numéros 1 et suivants jusqu'à 63 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Charlemagne."

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1907. 1535

No 11.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sherrington, dans le comté de Napierville, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, les numéros un et suivants jusqu'à neuf inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Edouard, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er de juillet prochain 1907. 1533

La compagnie "The Consolidated Copper Company" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires de la compagnie, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. John Alexander Dresser, de la cité de Montréal, chambre 57, Liverpool & London & Globe Insurance Building.

JOS. BOIVIN.

Sous-secrétaire de la province.

Quebec, 7th May, 1907.

1547

AVIS public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du troisième jour de mai 1907, incorporant MM. Joseph Alphonse Bégin, notaire, Edouard Honoré Bégin, notaire, Filéas Milette, marchand, de la ville de Windsor Mills, William Henry Mitchell, gérant d'affaires, de Lyster Station, et Pierre Tanguay, agent, de la paroisse de Saint Pierre, dans le comté de Montmagny, dans les buts suivants, savoir : acquérir, posséder, louer, tenir et mettre en opération par aucun titre légal, toutes terres, limites à bois, propriété mobilière et immobilière et les droits quelconques, moulins, actions dans les compagnies de chemins de fer, droits de patente et réclamations et de vendre, louer le tout ou partie d'iceux ou en disposer autrement ;

Faire en général les affaires de manufacture et plus spécialement les affaires de bois et la manufacture de bois dans toutes ses branches ; construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations, moulins ; manufacturer, acheter, vendre ou louer toutes choses y ayant rapport ; faire les affaires comme commerçant et acheter et vendre des articles et acquérir par achat ou autrement les droits de toute le le compagnie ;

Emprunter de l'argent, émettre des débetures, hypothéquer et transporter en garantie les immeubles et ses actions dans les compagnies de chemin de fer et en général faire toutes choses nécessaires pour les fins de son entreprise et en général faire toutes choses ayant rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Quebec Manufacturing Company", avec un fonds social de seize mille piastres (\$16,000.00), divisé en seize cents (1600) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

No. 213.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Paul the Hermit, in the county of L'Assomption, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Paul the Hermit, as numbers 1 and following to 63 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Charlemagne."

This erection, if it is authorized, will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1536

No 11.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Sherrington, in the county of Napierville the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Patrick of Sherrington, the numbers one and following to nine inclusively, and to annex them to the school municipality of Saint Edward, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1534

The "Consolidated Copper Company" has been authorized to sell or otherwise transfer in the province of Quebec, its shares, stock, share certificates, debentures and other values.

The company's chief office, in the province, is at Montréal.

Its chief agent, for the purpose of receiving summons in all suits and proceedings against it, is Mr. John Alexander Dresser, room 57, Liverpool & London & Globe Insurance Building.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 7th May, 1907.

1548

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the third day of May, 1907, incorporating Messrs. Joseph Alphonse Bégin, notary, Edouard Honoré Bégin, notary, Filéas Milette, merchant, of the town of Windsor Mills, William Henry Mitchell, business manager, of Lyster Station, and Pierre Tanguay, agent, of the parish of Saint Pierre in the county of Montmagny, for the following purposes, viz ; to acquire, own, lease, hold and operate by any legal title, all lands, timber limits, moveable and immoveable property and rights whatever, mills, shares in railway companies, patent rights and claims, and the same or any part thereof, to sell, lease or otherwise dispose of ;

To carry on a general manufacturing business and more specially the business of lumbering and the manufacturing of lumber in all its branches ; to construct and operate all useful works, improvements, mills ; to manufacture, buy, sell or lease anything incidental thereto ; to do business as trader and to buy any sell goods and to acquire by purchase, or otherwise, the rights of any such company ;

To borrow money, issue, debentures, hypothecate and transfer in security, immoveables and its shares in railway companies, and generally to do everything necessary for the purposes of its undertaking, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Quebec Manufacturing Company", with a capital stock of sixteen thousand dollars (\$16,000.00) divided into sixteen hundred (1600) shares of one hundred dollars \$100.00 each.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Windsor Mills.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de mai 1907.

JOS. BOIVIN,
1549 Sous-secrétaire de la province.

No 267.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, sous les numéros 83 et suivants jusqu'à 88 inclusivement, les numéros 222, 223a, les numéros 224 et suivants jusqu'à 253 inclusivement, y compris les numéros 229a, 233a, 233b, 233c, 233d, 233e, 233f, les numéros 297 et suivants jusqu'à 332 inclusivement, y compris les numéros 306a, 311a, 311b, 313a, 313b, 318a, 318b, 323a, 323b, 323c, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Village de Saint-Ephrem de-Tring "

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907.

Les avis donnés les 6 et 13 avril dernier sont nuls.
1505,2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le réaménagement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal public en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle pré-

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Windsor Mills.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of May, 1907.

JOS. BOIVIN,
1550 Deputy Provincial Secretary.

No. 267.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Ephrem de Tring, in the county of Beauce, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint-Ephrem of Tring, as numbers 83 and following to 88 inclusively, the numbers 222, 223a, the numbers 224 and following to 253 inclusively, including therein the numbers 229a, 233a, 233b, 233c, 233d, 233e, 233f, the numbers 297 and following to 332 inclusively, including therein the numbers 306a, 311a, 311b, 313a, 313b, 318a, 318b, 323a, 323b, 323c, and to erect them into a distinct school municipality, by the name of " Village of Saint Ephrem of Tring "

This erection, if it is authorized, will come into force on y on the 1st of July next, 1907.

The notices given on the 6th and 13th of April last are null.
1506

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bill.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding

cédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

719

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins

rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

720

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the

autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réajustement d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les ouïes pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en ces clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, devant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction des changements.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminaux, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges accordés à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903."] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

68. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

721

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

68. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt thereon same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

722

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1996.

Dame Marie Louise Poiriau dit Bellefeuille, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Arthur Papineau, charretier, de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER &
ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1907. 1561

Cour Supérieure—District de Beauce
No 494.

Zélie Poulin, épouse commune en biens de Onésiphore Maheux, journalier, du village de Saint-Joseph, Demanderesse ;

Le dit Onésiphore Maheux, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 7 mai 1907. 1565

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 483.

Dame Marie Lambert, épouse commune en biens de Narcisse Drouin, charron, du village de Saint-Joseph, en le district de Beauce, et dument autorisée en justice aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Le dit Narcisse Drouin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 6 mai 1907. 1563

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3549.

Dame Malvina Charbonneau a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Jean Louis Leclair, hôtelier, tous deux de Montréal.

JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 avril 1907. 1483.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1656.

Dame Sarah Eleanor Ferguson, Demanderesse ;

vs

Levi Ross Rabold, Défendeur.
Dame Sarah Eleanor Ferguson, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Levi Ross Rabold, son époux.

H. V. TRUPELL,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 15 avril 1907. 1325.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 672.

Dame Rose Sarrazin, des cité et district de Montréal, épouse commune en bien de Joseph A. Tétrault, marchand, du même lieu, dument autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens le 15 avril 1907, contre son dit mari.

CHS. BRUCHESI,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1907. 1337.4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1996

Dame Marie Louise Poiriau dit Bellefeuille, has taken, to-day, an action for separation as to property against her husband, Arthur Papineau, carter, of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER &
ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1907. 1562

Superior Court.—District of Beauce.
No. 494.

Zelia Poulin, wife common as to property of Onésiphore Maheux, laborer, of the village of Saint Joseph, Plaintiff ;

vs

The said Onésiphore Maheux, Defendant.
The plaintiff has, this day, brought a suit against the defendant for separation of property.

LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 7th May, 1907. 1566

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 483.

Dame Marie Lambert, wife common as to property of Narcisse Drouin, wheelwright, of the village of Saint Joseph, in the district of Beauce, and duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court,

Plaintiff ;

vs

The said Narcisse Drouin, Defendant.
A suit for separation of property has been, this day, instituted in this cause.

PACAUD, & MORIN,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 6th May, 1907. 1564

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3549.

Dame Malvina Charbonneau has taken, to day, an action for separation as to property against her husband, Jean Louis Leclair, hotel keeper, both of the city of Montreal.

JULIEN & BERARD,
Advocates for plaintiff.

Montreal, 27th April, 1907. 1484

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1656.

Dame Sarah Eleanor Ferguson, Plaintiff ;

vs

Levi Ross Rabold, Defendant.
Dame Sarah Eleanor Ferguson, in the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against said Levi Ross Rabold, her husband.

H. V. TRUPELL,
Attorney for plaintiff

Montreal, 15th April, 1907. 1326

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 672.

Dame Rose Sarrazin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph A. Tétrault, merchant, of the same place and duly authorized to ester in justice, has, the 15th day of April, 1907 instituted an action for separation as to property against her said husband.

CHS. BRUCHESI,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1907. 1338

Cour supérieure—Montmagny.

No 233.

Clara Garceau, épouse de Georges Morin, de Sainte-Louise, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Georges Morin, agent de chemin de fer, de la dite paroisse,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause, le 12 avril 1906

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 16 avril 1907. 1317.4

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure*
No 1934.

Une action en séparation de biens a été instituée à la poursuite de Rose-Anna Brodeur, de Montréal, contre son époux, Victor Avard, du même lieu, le 24 avril 1907.

1409.3

RIVET & HANDFIELD,

Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 3479.

Dame Hosanna *alias* Rose Anna Chartrand, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Chartrand, plombier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son d^t mari.

CORDEAU, BISSONNET & GEOFFRION,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 avril 1907. 1223.5

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dame Aglaé Langlois, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Pierre Gadbois, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Gadbois,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 27 juillet 1905.

G. EMILE DEPOCAS,

Avocat de la demanderesse.

Montréal 14 janvier 1907. 1199-5

Province de Québec, }
District de Terrebonne, } *Cour Supérieure.*
No 214.

Dame Azilda Jetté, de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Gilbert Labonté, ouvrier, du même lieu.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 12 avril 1907. 1345-4

Cour Supérieure.—Quebec.

No 1096.

Dame Marie Louise Grand'bois, épouse commune en biens de Joseph Téléphore Paradis, étant dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Téléphore Paradis, de l'endroit appelé Portneuf Station, dans le comté de Portneuf,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10e jour d'avril 1907.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON & ST. LAURENT,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 10 avril 1907. 1271-5

Superior Court—Montmagny.

No. 233.

Clara Garceau, wife of Georges Morin, of Sainte Louise, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

Georges Morin, railway agent, of the said parish,
Defendant.

A suit for separation of property has been brought in this cause, on the 12th of April, 1906.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 16th April, 1907. 1318

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No 1934.

A suit for separation of property has been brought at the instance of Rose Anna Brodeur, of Montreal, against her husband, Victor Avard, of the same place, on the 24th of April, 1907.

1410

RIVET & HANDFIELD,

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 3479.

Dame Hosanna *alias* Rose Anna Chartrand, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Chartrand, plumber, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

CORDEAU, BISSONNET & GEOFFRION,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th April, 1907. 1224

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*

Dame Aglaé Langlois, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pierre Gadbois, clerk, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Pierre Gadbois,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 27th of July, 1905.

G. EMILE DEPOCAS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 14th January, 1907. 1200

Province of Quebec, }
District of Terrebonne, } *Superior Court*
No. 214.

Dame Azilda Jetté, of the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Gilbert Labonté, laborer, of the same place.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 12th April, 1907. 1346

Superior Court.—Quebec.

No. 1096.

Dame Marie Louise Grand'bois, wife common as to property of Joseph Téléphore Paradis, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Téléphore Paradis, of the place called Portneuf Station, in the county of Portneuf,
Defendant.

A suit for separation as to property has been instituted in the present cause, on the 10th of April, 1907.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON & ST. LAURENT,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 10th April, 1907. 1272

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1857.

Dame Lucie Delorme, épouse commune en biens d'Alfred Sheppard, ouvrier en store, tous deux de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, a, ce jour, institué contre le dit Alfred Sheppard, une action en séparation de biens après y avoir été dûment autorisée.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse
Montreal, 16th April, 1907. 1319-4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Angéline Lemelin, épouse commune en biens de W. Stanislas Brochu, commerçant, du village de Daveluyville, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit W. Stanislas Brochu, du village de Daveluyville, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8e jour d'avril 1907.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 10 avril 1907. 1263-5

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 945.

Dame Lucie Landry, épouse commune en biens de Alphonse Lallier, journalier, du canton d'Emberton, dans le dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Lallier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause, le 4e jour d'avril 1907.

J. NICOL,
1383.3 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 239.

Dame Caroline Leblanc, épouse de Adolphe Mercier, charron, de Trois Saumons, Demanderesse ;

vs

Le dit Adolphe Mercier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour d'avril 1907.

MONTAMBAULT & EDGE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 22 avril 1907. 1385.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1559.

Dame Julie Lambert, des cité et district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Picard, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Jean Baptiste Picard, spéculateur, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, le 10 avril 1907.

L. G. BOISSONNAULT,
1393.3 Avocat de la demanderesse.

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY
COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale annuelle des actionnaires de "Napierville Junction Railway Company" sera tenue à l'Hôtel Windsor, dans la cité de Montréal, mardi, le 28e jour de mai 1907, à deux heures de l'après-midi,

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1857.

Dame Lucia Delorme, wife common as to property of Alfred Sheppard, blind-maker, both of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against the said Alfred Sheppard, after having been duly authorized to that effect.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th April, 1907. 1320

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Angéline Lemelin, wife common as to property of W. Stanislas Brochu, trader, of the village of Daveluyville, and duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

The said W. Stanislas Brochu, of the village of Daveluyville, Defendant.
An action for separation as to property was instituted on the 8th day of April, 1907, in this cause.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 10th April, 1907. 1264

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 945.

Dame Lucie Landry, wife common as to property of Alphonse Lallier, laborer, of the township of Emberton, in said district, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Lallier, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th day of April, 1907.

J. NICOL,
1384 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 239.

Dame Caroline Leblanc, wife of Adolphe Mercier, wheelwright, of Trois Saumons, Plaintiff ;

vs

The said Adolphe Mercier, Defendant.
An action for separation as to property has been taken in this case, on the 22nd day of April, 1907.

MONTAMBAULT & EDGE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 22nd April, 1907. 1385

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1559.

Dame Julie Lambert of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Picard, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

Jean Baptiste Picard, speculator, of the same place, Defendant.
A suit for separation as to property has been brought in this case, the 10th of April, 1907.

J. G. BOISSONNAULT,
1394 Attorney for plaintiff.

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Napierville Junction Railway Company will be held at the Windsor Hotel, in the city of Montreal, on Tuesday, the 28th day of May, 1907, at the hour of two

pour l'élection des directeurs et pour transiger toutes autres affaires.

JOHN R. MYERS,
Secrétaire.
1129.5

Montréal, 28 mars 1907.

Avis de Faillites

District de Québec.

In re Wm. Vincent, marchand, Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 29 mai 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1907. 1559

District de Rimouski.

In re J. W. Tremblay, marchand, Bic, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 29 mai 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1907. 1557

District de Québec.

In re P. E. Bélanger, marchand, Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 28 mai 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1907. 1553

District de Kamouraska.

In re J. C. Levesque, marchand, Fraserville, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 mai 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 7 mai 1907. 1555

Avis est par le présent donné que Joseph Napoléon Fortin, de Saint-Ephrem de Tring, comté de Beauce, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 6 mai 1907.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires. 1551

o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors and the transaction of any other business.

JOHN R. MYERS,
Secretary.
1130

Montreal, 28th March, 1907.

Bankrupt Notices

District of Quebec.

In re Wm. Vincent, merchant, Quebec, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 29th May, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 7th May, 1907. 1560

District of Rimouski.

In re J. W. Tremblay, merchant, Bic, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 29th May, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 7th May, 1907. 1458

District of Quebec.

In re P. E. Bélanger, merchant, Quebec, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 28th May, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Bdg.
Quebec, 7th May, 1907. 1554

District of Kamouraska.

In re J. C. Levesque, merchant, Fraserville, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 27th May, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 7th May, 1907. 1556

Notice is hereby given that Joseph Napoléon Fortin, of Saint Ephrem of Tring, county of Beauce, has, on the 6th day of May, 1907, made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians. 1552

Vente de Faillite

AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de Motard, fils & Senecal, Montréal.
Vente par encan public sur les lieux, VENDREDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1907, à ONZE heures a. m., un magasin, beau et commode, ayant 5 étages et une bonne cave, situé à 5, Place Royal, dans la cité de Montréal.

Les termes et autres conditions seront connus au moment de la vente ou peuvent être obtenus du curateur.

JOHN McD. HAINS,
Bâtisse Fraser,
43, rue Saint-Sacrement,
MARCOTTE FRERES,
Commissaires priseurs.

Montréal, 3 mai 1907.

1545

Insolvent Sale

INSOLVENT NOTICE.

In the matter of Motard, fils & Senecal,
For sale by public auction on the premises, on FRIDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1907, at ELEVEN o'clock a. m., a fine commodious store, consisting of 5 flats and a good cellar, situated at 5, Place Royal, in the city of Montreal.

Terms and further conditions made known at the time of sale or can be obtained from the curator.

JOHN McD. HAINS,
Fraser building,
43, Saint Sacrament street,
MARCOTTE BROTHERS,
Auctioneers.

Montreal, 3rd May, 1907.

1546

Ratification

Province de Québec,
District de Montréal,
No 166. } Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure, du district de Montréal, un acte passé devant F. C. Larose, notaire, le 6 septembre 1906, entre Alexandre Rouillier, de Saint-Philippe, et Ludger Tremblay, fils, de Laprairie, étant une vente par le dit Alexandre Rouillier au dit Ludger Tremblay, fils, de :

Une portion de terre située en la paroisse de Laprairie, concession Saint-Grégoire, contenant environ 55 arpents en superficie, plus ou moins, le plus ou le moins quel qu'il soit devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; tenant d'un bout au chemin public, de l'autre bout aux terres de Saint-Claude, d'un côté à une route, et de l'autre côté à Dame veuve Louis Daignault—avec une grange, remise et laiterie dessus construites, formant le lot numéro cinq cent dix (510), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, et en la possession de Alexandre Rouillier et Ludger Tremblay, comme propriétaires, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte, par lequel le dit lot de terre a été acquis par le dit Ludger Tremblay, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour, le 10 juin 1907, une demande de ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire C. S.
Montréal, 1er mai 1907. 1519.2
[Première publication, 4 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Ratification

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 166. } Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed before F. C. Larose, notary, on the sixth day of September, 1906, between Alexandre Rouillier, of Saint-Philippe, and Ludger Tremblay, jr, of Laprairie, being a sale by the said Alexandre Rouillier, to the said Ludger Tremblay, jr, of :

One portion of land situate in the parish of Laprairie, concession of St. Grégoire, containing about fifty five (55) arpents in area, more or less, the more or the less whatever it may be, to be to the profit or loss of the buyer; bounded at one end by the public road, at the other end by the lands of Sainte Claude, on one side by a road, and on the other side by Dame widow Louis Daignault—with a barn, shed and milk-house thereon erected, forming lot number five hundred and ten (510), of the official plan and book of reference of the parish of Laprairie, and possessed by Alexandre Rouillier and Ludger Tremblay, as proprietors, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed, by which the said lot of land was acquired by the said Ludger Tremblay, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 10th of June, 1907, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said date, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary S. C.
Montreal, 1st May, 1907. 1520
[First published, 4th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure - District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir:) **IN RE VALERE HEBERT**
No 205.) **insoluble; et V. E. PARADIS, curateur.**

Conformément à l'article 879 C. P. C.

Un emplacement situé dans la ville de Thetford Mines, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-deux (332), du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la ville de Thetford Mines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le DOUZIEME jour de JUN 1907, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 mai 1907. 1541
[Première publication, 11 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir:) **EMILE TREMBLAY,**
No 8924.) **ROMAINE, cultivateur,**
de Saint-Alexis, Demandeur; contre **NEREE SIMARD, de Saint-Alphonse, Défendeur.**

Une terre située dans le rang de l'Anse à Philippe, dans le canton Bagot, étant le numéro trois cent deux (302), suivant le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, contenant une superficie de quatre-vingt-un acres et vingt-cinq perches ou environ—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées et autres dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Alphonse, à ONZE heures de l'avant-midi, le DOUZIEME jour de JUN prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 mai 1907. 1587
[Première publication, 11 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure pour le district de Gaspé.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure No 980.) **FRANCOIS LALLEMAND, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pointe-à-Catière, dans le district de Kamouraska, maçon, Demandeur; contre les biens et effets, terres et tenements de AUGUSTIN T. FORTIN, de la paroisse de Saint-Alexis de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, Défendeur.**

Un certain lot de terre dans le deuxième rang de la rivière Restigouche, dans le canton de Matapédia, contenant cent acres, plus ou moins; borné au nord par le chemin public, divisant les deuxième et troisième rangs, au sud par le chemin public, divisant les premier et deuxième rangs, à l'ouest

CURATOR'S WRIT.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit:) **IN RE VALERE HEBERT,**
No. 205.) **insolvent, and V. E. PARADIS, curator.**

In conformity to article 879 C. P. C.

An emplacement situate in the town of Thetford Mines, known and described under number three hundred and thirty two (332), of official cadastre of the village of Kingsville, now the town of Thetford Mines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the TWELFTH day of JUNE, 1907, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 6th May, 1907. 1542
[First published, 11th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit:) **EMILE TREMBLAY, RO-**
No 8924.) **MAINE, farmer, of Saint Alexis, Plaintiff; against NEREE SIMARD, of Saint Alphonse, Defendant.**

A farm situate in the range Anse à Philippe, in the township Bagot, being number three hundred and two (302), of the official cadastre of the parish of Saint Alphonse, containing an area of eighty one acres and twenty five perches or about—together with a house and other buildings thereon erected and other dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Alphonse, at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the TWELFTH day of JUNE next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 7th May, 1907. 1588
[First published, 11th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court for the district of Gaspé.

Canada, Province of Québec, District of Gaspé, County of Bonaventure. No. 980.) **FRANCOIS LALLEMAND, of the parish of Sainte-Anne de la Pointe-à-Catière, in the district of Kamouraska, mason, Plaintiff; against the goods and chattels and the lands and tenements of AUGUSTIN T. FORTIN, of the parish of Saint-Alexis de Matapédia, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, Defendant.**

A certain lot of land in the second range of the river Restigouche, in the township of Matapédia, containing one hundred acres, more or less; bounded on the north by the public road, dividing the second and third ranges, on the south by the public road, dividing the first and second ranges, on the west

par A. P. Fortin, et à l'est par William Arsenault—avec une maison et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis de Matapédia, **MERCREDI**, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** prochain (1907), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New-Carlisle, 16 janvier 1907. 1331.2
[Première publication, 20 avril 1907.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Joliette, à savoir : { **WILLIAM F. VILAS**,
No 7420. } Demandeur ; contre
HENRI RONDEAU, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Jean de Matha, district de Joliette, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-huit (258), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jean de Matha, contenant quarante-cinq pieds de front sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins ; tenant devant au chemin de la Reine, derrière à Edouard Lessard, d'un côté à Alexis Sylvestre, et de l'autre côté à la Fabrique de Saint-Jean de Matha—bâti de maison et autres dépendances, avec la réserve du bail à Michel Maroil de puiser de l'eau au puits sur le terrain susvendu, si, toutefois, ce droit de puiser de l'eau existe, pourvu qu'il aide à l'acquéreur à l'entretien du dit puits, pourvu qu'il passe par le chemin le plus court sur le terrain de la fabrique pour communiquer au dit puits.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le **DOUZIEME** jour de **JOIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 6 mai 1907. 1543
[Première publication, 11 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : { **MAURICE LORANGER**,
No 1840. } notaire, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **A. D. PORCHERON**, du même lieu, Défendeur.

Un immeuble situé rue Mance, à Montréal, composé :

1° De la partie nord ouest du lot deux cent soixante (260), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, mesurant huit pieds six pouces de largeur sur soixante-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la dite rue Mance, en arrière par le lot deux cent soixante et un (261), du côté sud-est par l'autre partie du lot deux cent soixante (260), et du côté nord-ouest par la partie ci-après décrite du lot deux cent cinquante-neuf.

2° De la partie sud-est du lot numéro deux cent

by A. P. Fortin, and on the east by William Arsenault—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis de Matapedia, on **WEENESDAY**, the **TWENTY SECOND** day of **MAY** next (1907), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, 16th January, 1907. 1332
[First published, 20th April, 1907.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford

Joliette, to wit : { **WILLIAM F. VILAS**, Plain-
No. 7420. } tiff ; against **HENRI RONDEAU**, Defendant

A lot situate in the parish of Saint Jean de Matha, district of Joliette, known and described as number two hundred and fifty eight (258), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Jean de Matha, containing forty five feet in front by one arpent and a half in depth, more or less ; bounded in front by the Queen's highway, in rear by Edouard Lessard, on one side by Alexis Sylvestre, and on the other side by the Fabrique of Saint Jean de Matha—with a house and other dependencies built on it, with the right to Michel Maroil to take water on the lot now sold from the well if, however, this right to take water exists, provided he assists the purchaser in the keeping the said well in order, and provided he passes by the shortest way over the lot of the Fabrique to communicate with the said well.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the **TWELFTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 6th May, 1907. 1544
[First published, 11th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { **MAURICE LORANGER**,
No. 1840. } notary, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **A. D. PORCHERON**, of the same place, Defendant.

An immovable situate on Mance street, at Montreal, made up :

1. Of the north west part of lot two hundred and sixty (260), of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, measuring eight feet six inches in width by seventy one feet in depth ; bounded in front by the said Mance street, in rear by lot two hundred and sixty one (261), on the south east side by the other part of lot two hundred and sixty (260), and on the north west side by the part hereinafter described of lot two hundred and fifty nine.

2. Of the south east part of lot number two

cinquante-neuf (259), des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laur, mesurant vingt pieds de largeur en front sur une profondeur de trente-six pieds et trois pouces, à laquelle profondeur la ligne nord-ouest court vers l'ouest sur une longueur de dix pieds et dix pouces, et de là, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur la balance de la partie du lot qui est de vingt-cinq pieds, formant une profondeur totale de soixante et onze pieds; bornée en front par la dite rue Mance, en arrière par le lot deux cent cinquante-huit, du côté nord-ouest par l'autre partie du dit lot deux cent cinquante-neuf, sur laquelle se trouve un passage mitoyen, et du côté sud-est par la partie ci-haut décrite du lot deux cent soixante—avec une maison en brique portant le numéro 26, de la dite rue Mance, et autres dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 7 mai 1907.

Député Shérif.
1569

[Première publication, 11 mai 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME NATHALIE CAS-
No. 1597. } TILLON, des cité et
district de Montréal, veuve de feu Charles Ruffier, en son vivant bourgeois, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire et légataire universelle du dit Charles Ruffier, Demanderesse, es nom et qualité; contre les terres et tenements de LOUIS PELCHAT, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le village Hochelaga, district de Montréal, maintenant quartier Hochelaga, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro soixante et treize (No. 73), aux plan et livre de renvoi officiels du dit village Hochelaga—avec les bâtisses de-sus construites, moins, cependant le terrain exproprié par la cité de Montréal pour l'agrandissement de la rue Notre-Dame, qui a été détaché du lot ci-dessus.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif,
Montréal, 17 avril 1907.

Shérif.
1251.2

[Première publication, 20 avril 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH HENRI OLIVIER,
No. 978. } VIER, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, notaire, Demandeur; contre les terres et tenements de WILLIAM R. GLENNON, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un certain emplacement situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, ayant front sur la rue Clarke, étant la moitié nord du lot numéro cinq cent trente-cinq (535), de la subdivision officielle du lot numéro onze (11), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq (25) pieds de front par quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Clarke, en arrière par une ruelle, du côté nord par le numéro de subdivision cinq cent trente-six (536), et du côté sud par l'autre partie du dit numéro cinq cent trente-cinq (535), du dit lot numéro onze (11).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 avril 1907.

Député Shérif.
1333.2

[Première publication, 20 avril 1907.]

hundred and fifty nine (259), of the said official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, measuring twenty feet in width in front by a depth of thirty six feet three inches, at which depth the north west line runs to the west for a length of ten feet ten inches, and from there measuring twenty four feet in width on the balance of the part of the lot which is of twenty five feet, forming a total depth of seventy two feet; bounded in front by the said Mance street, in rear by lot two hundred and fifty eight, on the north west side by the other part of the said lot two hundred and fifty nine, on which there is a common passage, and on the south east side by the part herein above described of the lot two hundred and sixty—with a brick house bearing the number 26, of the said Mance street, and other dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Deputy Sheriff.

Montreal, 7th May, 1907.

1570

[First published, 11th May, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } DAME NATHALIE CAS-
No. 1597. } TILLON, of the city and district of Montreal, widow of the late Charles Ruffier, in his lifetime gentleman, of the same place, as well personally as in her quality of testamentary executrix and universal legatee of the said Charles Ruffier, Plaintiff, in her name and quality; against the lands and tenements of LOUIS PELCHAT, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in Hochelaga village, district of Montreal, now Hochelaga ward, of the city of Montreal; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number seventy-three (No. 73), on the official plan and book of reference of the said Hochelaga village—with the buildings thereon erected, less, however, the land expropriated by the city of Montreal for the widening of Notre-Dame street, which has been taken off from this lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 17th April, 1907

1252

[First published, 20th April, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH HENRI OLIVIER,
No. 978. } of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, notary, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM R. GLENNON, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain lot of land situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, fronting on Clarke street, being the north half of lot number five hundred and thirty five (535), of the official subdivision of lot number eleven (11), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, containing twenty five (25) feet in front by eighty eight (88) feet in depth, english measure, more or less; bounded in front by Clark street, in rear by a lane, on the north side by subdivision number five hundred and thirty six (536), and on the south side by the other part of the said number five hundred and thirty five (535), of the said number eleven (11).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Deputy Sheriff.

Montreal, 17th April, 1907.

1334

[First published, 20th April, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME ANNA LACHA-**
No. 610. } **PELLE**, épouse com-
mune en biens de Edouard Gagné, mouleur, de la
paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal,
et dûment autorisée à ester en justice, Demande-
resse ; contre les terres et tènements de EDOUARD
GAGNE, Défendeur, et Dame Philomène Vali-
quette, épouse séparée quant aux biens de Albert
Gaudet, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse,
tous deux des cité et district de Montréal, tiers-
saisie.

Saisi et pris en exécution comme appartenant à
la dite tiers-saisie, l'immeuble suivant, savoir :

La faculté de réméré pendant l'espace de cinq
années à compter du vingt-huit décembre mil neuf
cent cinq, et la possession précaire seulement de
trois lots de terre contigus, situés au Parc Amherst,
dans la paroisse du Sault-au-Récollet, sur la rue
Saint André, formant le coin nord de cette dernière
rue et de la rue Saint Arsène, connus et désignés
sous les numéros cent deux B, cent trois B, et cent
quatre B, de la subdivision officielle du lot numéro
quatre cent quatre-vingt-huit, aux plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—
avec les bâtisses y érigées ; sujets aux charges sui-
vantes :

1° En remboursant à Dame Elmina Lauzon, de
la ville de Saint-Louis, veuve de feu Benjamin
Gascon, à son domicile, dans le district de Montréal,
le vingt-huit décembre mil neuf cent dix, ou la
veille, au cas du jour non juridique, mais non aupa-
ravant, sans le consentement de cette dernière, la
somme de quatre cent soixante et quize piastres,
et remplissant les autres obligations imposées en
le cas.

2° En payant à la dite Dame Elmina Lauzon, au
lieu de paiement susdit, l'intérêt sur la dite somme
de quatre cent soixante et quize piastres, à com-
pter du vingt-huit décembre de chaque année, au
taux de six pour cent par an, payable semi-annuel-
lement, les vingt-huit juin et décembre de chaque
année, le premier versement étant échu le vingt-
huit juin mil neuf cent six.

3° En payant régulièrement tant pour le passé
que pour l'avenir toutes taxes, cotisations et autres
impositions foncières pouvant affecter le dit immeuble
et produisant à la dite Dame Elmina Lauzon, à
première demande, tout reçu le constatant.

4° En tenant les constructions érigées sur les dits
lots de terre constamment assurées contre le feu
dans une compagnie d'assurance indiquée par la
dite Dame Elmina Lauzon, au nom de cette der-
nière, et pour un montant d'au moins quatre cents
piastres.

Et à la condition, qu'à défaut d'avoir fait tous les
remboursements exigés par la loi et rempli toutes
les conditions stipulées à l'acte de vente des dits
trois lots de terre, passé le vingt-huit décembre mil
neuf cent cinq, devant Gustave Beaudoin, notaire,
et enregistré le trentième jour de décembre mil
neuf cent cinq, sous le No 119325, dans le registre
D, vol. 78, folio 662, par Edouard Gagné, le défen-
deur, à la dite Dame Elmina Lauzon, spécialement
d'avoir payé dans les soixante jours de son échéance
le dit prix de vente de quatre cent soixante et
quize piastres, de même qu'aucun versement d'in-
térêt à échoir sur icelui et aucune taxe, et aussi
d'avoir effectué à son échéance tout renouvellement
d'assurance ; l'adjudicataire sera de plein droit dé-
chu de la dite faculté de réméré, et la dite Elmina
Lauzon demeurera propriétaire immuable des dits
trois lots vendus.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI
prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif.

Député Shérif.

Montréal, 17 avril 1907.

1335-2

[Première publication, 20 avril 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME ANNA LACHA-**
No. 610. } **PELLE**, wife common as
to property of Edouard Gagné, moulder, of the parish
of Sault au Recollet, district of Montreal, and duly
authorized to appear in judicial proceedings, Plain-
tiff ; against the lands and tenements of EDOUARD
GAGNE, Defendant, and Dame Philomène Vali-
quette, wife separated as to property of Albert
Gaudet, and the latter to authorize his said wife,
both of the city and district of Montreal, garnishee.

Seized and taken into execution as belonging to
the said garnishee, the following immovable, to
wit :

The right of redemption during the term of five
years from the twenty eighth of December, one
thousand nine hundred and five, and the precarious
possession only of three contiguous lots of land,
situate at Amherst Park, in the parish of Sault au
Recollet, on Saint Andrew street, forming the
north corner of this latter street and of Saint
Arsene street, known and described as numbers
one hundred and two B, one hundred and three B,
and one hundred and four B, of the official sub-
division of lot number four hundred and eighty
eight, on the official plan and book of reference
of the parish of Sault au Recollet—with the buildings
thereon erected ; subject to the following charges :

1. By reimbursing to Dame Elmina Lauzon, of
the town of Saint Louis, widow of the late Benja-
min Gascon, at her domicile, in the district of Mont-
real, on the twenty-eighth day of December one
thousand nine hundred and ten, or on the eve, if it
is non juridical day, but not before, without the
consent of the latter, the sum of four hundred and
seventy-five dollars, and fulfilling the other obliga-
tions imposed in such case.

2. By paying to the said Dame Elmina Lauzon,
instead of the aforesaid payment, the interest on
the said sum of four hundred and seventy-five
dollars, from the twenty eighth December of every
year, at the rate of six per cent per annum pay-
able half yearly, on the twenty-eighth day of June
and December of every year, the first payment fall-
ing due on the twenty-eighth day of June, one
thousand nine hundred and six.

3. By paying regularly as well for the past as for
the future all taxes, assessments and other ground
charges that may affect the said lot and shewing to
the said Dame Elmina Lauzon, on her first demand,
any receipt establishing it.

4. By keeping the buildings erected on the said
lots of land constantly insured against fire in an
insurance company indicated by the said Dame
Elmina Lauzon, in her name, and for a sum of at
least four hundred dollars.

And to the condition, that, in default of making
all the payments required by law and fulfilling all
the conditions stipulated in the deed of sale of the
said three lots of land, passed on the twenty eighth
of December, one thousand nine hundred and five,
before Gustave Beaudoin, notary and registered on
the thirtieth day of December, one thousand nine
hundred and five, under the number 119325, in
register D, vol. 78, folio 662, by Edouard Gagné,
the defendant, to the said Dame Elmina Lauzon,
especially of having paid within the sixty days
from its becoming due the said price of sale of four
hundred and seventy five dollars, as also any
instalment of interest to become due thereon and
any tax, and also of having every insurance renewed
on its expiry ; the said purchaser shall be by law
deprived of the said right of redemption, and the
said Elmina Lauzon shall remain immutable pro-
prietor of the said three lots sold.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY THIRD day of MAY next, at
THREE of the clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Deputy Sheriff.

Montreal, 17th April, 1907.

1336

[First published, 20th April, 1907.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.*Cour Supérieure.—Rimouski.*

Rimouski, à savoir : } **IN RE HERMENEGILDE**
No 3409 } **DESCHESNES, Failli ;**
et **LEFAIVRE & TASCHEREAU, curateurs co-**
jointe, savoir :

Un emplacement de $\frac{1}{2}$ d'arpent de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin de front jusqu'à 8 pieds de l'engrais de Joseph Fournier—avec maison, grange et autres bâtisses sus-constituées, circonstances et dépendances, étant partie du No 5, cadastre officiel, rang "A", Cabot, village Price, paroisse de Saint-Octave de Métis. Le dit emplacement vendu à charge des clauses et conditions contenues dans un certain bail consenti par Joseph Fournier à Herménégilde Deschenes, devant Mtre P. Gagnon, le 20 septembre 1902.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le **VINGT-UNIEME** jour de **MAI** 1907, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 19 avril 1907. 1359-2
[Première publication, 20 avril 1907.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **DAME SARAH**
No 428. } **McIVER, Deman-**
dereesse ; contre KENDRICK R. FISH, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Bury, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Bury, comme lot numéro quinze B (15 B), dans le rang B, contenant cinquante-sept acres et vingt-quatre perches en superficie—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de la partie du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le **ONZIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Sherbrooke, 8 mai 1907. 1579
[Première publication, 11 mai 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **DAME MARIE L.**
No 797. } **D ALPHONSINE**
ROY, Demanderesse ; contre JAMES KEYS, Dé-
fendeur, et Patrick Hackett, député protonotaire,
curateur aux biens abandonnés par le défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur, entre les mains du dit curateur :

1° Le quart nord-ouest du lot numéro dit-huit, dans le sixième rang du canton de Stoke, mesurant le moitié du dit lot en largeur et la moitié de la

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.*Superior Court.—Rimouski.*

Rimouski, to wit : } **IN RE HERMENEGILDE**
No. 3409. } **DESCHESNES, Insolvent ;**
and **LEFAIVRE & TASCHEREAU, joint curat-**
ors, to wit :

A lot of $\frac{1}{2}$ of arpent in front by the depth there may be from the front road to 8 feet from the manure of Joseph Fournier—with house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being part of No. 5, of the official cadastra, range "A" Cabot, Price village, parish of Saint Octave de Métis. The said lot sold subject to charge of the clauses and conditions contained in a certain lease made by Joseph Fournier to Herménégilde Deschenes, before Mtre P. Gagnon, on the 20th September, 1902.

To be sold at the church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the **TWENTY FIRST** day of **MAY**, 1907, at **TEN** of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 19th April, 1907. 1360
[First published, 20th April, 1907.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **DAME SARAH Mc-**
No. 428. } **IVER, Plaintiff ;**
against **KENDRICK R. FISH, D fendant.**

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Bury, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Bury, as lot number fifteen B (15 B), in the B range, containing fifty seven acres and twenty four perches in superficies—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of part of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the **ELEVENTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 8th May, 1907. 1580
First published, 11th May, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **DAME MARIE L. AL-**
No. 797. } **PHONSINE ROY,**
Plaintiff ; against **JAMES KEYS, Defendant, and**
Patrick Hackett, deputy protonotary, curator to
the surrender made by the defendant.

Seized as belonging to the said defendant, in the hands of the said curator :

1. The north west quarter of lot number eighteen, in the sixth range of the township of Stoke, measuring half of said lot in width and the half of th

longueur, formant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées. Le dit morceau de terre maintenant connu sur les plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du canton de Stoke, comme lot numéro dit-huit a (18 a), du sixième rang du canton de Stoke.

2° La quantité de huit acres de terre en superficie, à prendre et à être mesurés du quart sud-ouest du dit lot, et formant une continuation de la terre en premier lieu ci-dessus décrite—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, laquelle partie du dit lot est maintenant désignée sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stoke, comme étant partie du lot numéro dit-huit c (pt. 18 c), dans le sixième rang du dit canton, et contenant huit acres ; bornés sur trois côtés par le dit James Keys, et de l'autre côté par Curtis Hall. Réservant, cependant, en faveur de Philippe Provencher, du dit canton de Stoke, cinq chantiers et un moulin à scie portatif, érigés temporairement sur les dits morceaux de terre, avec le droit en faveur du dit Provencher, de les enlever dans un temps raisonnable.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon de Stoke, le VINGT-UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 17 avril 1907. 1343-2
[Première publication, 20 avril 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
St-François, à savoir : } WILLIAM C. CHASE,
No 514. } Demandeur ; contre
MYRA D. CHASE ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Myra D. Chase, Julia A. Chase, Nelson Wheeler, George L. Wheeler et George W. Chase, cinq des défendeurs en cette cause.

Un morceau de terre situé dans le canton de Magog, ci-devant Hatley, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro sept B (7 B), dans le douzième rang, sur le plan du cadastre et livre de renvoi officiels du dit canton de Magog, ci-devant Hatley—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Magog, dans la ville de Magog, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 17 avril 1907. 1341-2
[Première publication, 20 avril 1907.]

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

**MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DU LAC
MEGANTIC.**

Avis public est par les présents donné par le soussigné, DeLourdes Lippé, secrétaire-trésorier de la dite municipalité, que par arrêté en conseil, en date du vingt-six avril mil neuf cent sept, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'approuver la résolution suivante, adoptée par le conseil municipal du comté du Lac Mégantic, à sa session générale ajournée du troisième jour d'avril dernier, savoir :

Que tout ce territoire situé en entier dans le comté du Lac Mégantic, et comprenant la paroisse de Saint-Léon de Marston, telle que formée de parties des cantons de Marston et Chesham, dans le susdit comté, et borné comme suit : au nord par le lot No

length, forming fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected. Said piece of land now known on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stoke, as lot number eighteen a (18a), of the sixth range of the township of Stoke.

2. The quantity of eight acres of land in superficies, to be taken and measured from the south-west quarter of said lot, and forming a continuation of the land firstly above described—with all the buildings and appurtenances thereon, which part of said lot is now designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Stoke, as being part of lot number eighteen c (pt. 18 c), in the sixth range of the said township, and containing eight acres ; bounded on three sides by the said James Keys, and on the other side by Curtis Hall. Reserving, however, in favor of Philippe Provencher, of the said township of Stoke, five lumber camps and portable saw-mill, temporarily erected on the said pieces of land, with the right to the said Provencher, to remove the same within a reasonable time.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Philémon de Stoke, on the TWENTY-FIRST day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 17th April, 1907. 1344
[First published, 20th April, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis to wit : } WILLIAM C. CHASE,
No. 514. } Plaintiff ; against
MYRA D. CHASE ET AL, Defendants.

Seized as belonging to Myra D. Chase, Julia A. Chase, Nelson Wheeler, George L. Wheeler and George W. Chase, five of the defendants in this cause.

A piece of land situated in the township of Magog, formerly Hatley, in the district of Saint-François, known and distinguished as lot number seven B (7 B), in the twelfth range, of the official cadastral plan and book of reference of the said township of Magog, formerly Hatley—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Patrice de Magog, in the town of Magog, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 17th April, 1907. 1342
[First published, 20th April, 1907.]

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

**MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LAKE
MEGANTIC.**

Public notice is hereby given by the undersigned, DeLourdes Lippé, secretary-treasurer of the said municipality, that by order in council, dated the twenty-sixth day of April, nineteen hundred and seven, His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased to approve the following resolution, passed by the municipal council of the county of Lake Megantic, at its general adjourned meeting of the third day of April last, to wit :

That all that territory entirely situated in the county of Lake Megantic, and including the parish of Saint Léon of Marston, as formed of parts of the townships of Marston and Chesham, in the above named county, and bounded as follows : to the

dix-sept, des septième et huitième rangs, par une partie du lot No vingt et un, du huitième rang, par les lots No vingt-quatre, des neuvième et dixième rangs, par le lot No vingt-deux, du onzième rang et par le lot No quinze, des douzième et treizième rangs, tous du canton de Marston; à l'ouest par les lots No vingt-deux et vingt-trois, du onzième rang du dit canton de Marston, par les lots No quinze à vingt et un, du douzième rang du même canton, et aussi par les cantons de Hampden et Ditton; au sud par le canton Ditton, par les lots No 1 à quinze, du deuxième rang de Chesham, et par une ligne tirée à travers les lots No seize à trente-six, du premier rang de Chesham à trente huit chaînes environ au sud de la ligne extrême sud, dit canton de Marston; à l'est par le sixième rang de Marston, par une partie du lot No trente-sept, du premier rang de Chesham, et par les lots No dix-sept à vingt-trois, inclusivement, du huitième rang de Marston, est maintenant érigé en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Léon de Marston", et que copie de la présente résolution avec tous les documents nécessaires soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour son approbation, le tout aux frais des pétitionnaires.

Donné en la ville de Mégantic, ce septième jour de mai mil neuf cent sept.

1583 D. L. LIPPE,
Secrétaire trésorier M. C. L. M.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 743.

Dame Slova Adler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wolf Weissman, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

A. H. VINEBERG,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1907. 1573

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 142.

Une action en séparation de biens a été intentée à la demande de Dame Malvina Perras, du Boulevard Saint-Paul, contre son époux, Joseph Lefrançois, journalier, du même lieu, le 2 avril 1906.

DESAULNIERS & VALLEE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 avril 1907. 1575

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 48.

Dans l'affaire de Charles Lalumière, 522, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 4e jour de mai 1907, le dit failli a déposé son bilan au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

H. V. DUGGAN & JOS. DESAUTELS,
Députés gardiens provisoires.
Chambre 220, Board of Trade Bldg,
Montréal.
Montréal, 7 mai 1907. 1581

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 1748.

Avis est donné que le premier mai 1907, le sousigné a été nommé, par une ordonnance de la cour,

north by the lot No. seventeen, of the seventh and eighth ranges, by part of the lot No. twenty one, of the eighth range, by the lots No. twenty four, of the ninth and tenth ranges, by the lot No. twenty two, of the eleventh range and by the lot No. fifteen, of the twelfth and thirteenth ranges, all of the township of Marston; to the west by the lots No. twenty two and twenty three, of the eleventh range of the said township of Marston, by the lots No. fifteen to twenty one, of the twelfth range of the same township, and also by the townships of Hampden and Ditton; to the south by the township of Ditton, by the lots No. one to fifteen, of the second range of Chesham, and by a line drawn across the lots No. sixteen to thirty six, of the first range of Chesham at about thirty eight chains at the south of the extreme south line of the said township of Marston; to the east by the sixth range of Marston, by part of lot No. thirty seven, of the first range of Chesham, and by the lots No. seventeen to twenty three, inclusively, of the eighth range of Marston, is now erected as a distinct municipality, under the name of "Municipality of the parish of Saint Léon de Marston," and that a copy of the present resolution with all the necessary documents be transmitted to the Lieutenant Governor in council to be approved, the whole at the costs of the petitioners.

Given at the town of Mégantic, this seventh day of May, one thousand nine hundred and seven.

1584 D. L. LIPPE,
Secretary treasurer M. C. L. M.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 743.

Dame Slova Adler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wolf Weissman, on the same place, merchant, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

A. H. VINEBERG,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th May, 1907. 1574

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 142.

An action for separation as to property has been instituted at the request of Mrs. Malvina Perras, of Boulevard Saint Paul, against her husband, Joseph Lefrançois, laborer, of the same place, on the 2nd day of April, 1906.

DESAULNIERS & VALLEE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th April, 1907. 1576

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 48.

In the matter of Charles Lalumière, 522, Sainte Catherine street East, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 4th day of May, 1907, the said insolvent has filed his statement in the protonotary's office of the superior court for the district of Montreal.

H. V. DUGGAN & JOS. DESAUTELS,
Deputy provisional guardians.
Room 220, Board of Trade Bldg,
Montreal.
Montreal, 7th May, 1907. 1582

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 1748.

Notice is hereby given that on the first of May, 1907, the undersigned has been appointed curator

curateur des biens de Thomas Brulé, sr., hôtelier, de la ville de Buckingham, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Hull, 3 mai 1907. F. ALBERT LABELLE. 1577

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure
No 4081.
Pierre Simard, Demandeur ;

vs
Joseph Gauthier, hôtelier, de la ville des Laurentides, dans le district de Joliette, Défendeur.

Avis est par le présent donné que Joseph Gauthier, le défendeur ci-dessus dénommé a, ce jour, fait, au greffe de la cour supérieure, cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

TELLIER, GAUTHIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs du gardien provisoire.
Joliette, 8 mai 1907. 1571

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
In re Dame Hermance Julien "F. Lefebvre",
Faillie.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Loranger, le septième jour de mai 1907.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas encore faits) No 15, rue Saint Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis

F. X. BILODEAU,
Curateur.
Montréal, 8 mai 1907. 1585

to the property of Thomas Brulé, sr., hotel-keeper, of the town of Buckingham, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

All persons having claims are requested to file them with me within thirty days from this date.

Hull, 3rd May, 1907. F. ALBERT LABELLE. 1578

Province of Quebec, {
District of Joliette. } Superior Court
No. 4081.
Pierre Simard, Plaintiff ;

vs
Joseph Gauthier, inn-keeper, of the town of Laurentides, in the district of Joliette. Defendant.

Notice is hereby given that Joseph Gauthier, the said defendant, has, this day, in the office of the superior court, at Joliette, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

TELLIER, GAUTHIER & LADOUCEUR,
Attorneys for provisional guardian.
Joliette, 8th May, 1907. 1572

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
In re Dame Hermance Julien "F. Lefebvre",
Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Loranger, on the seventh day of May, 1907.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so) No. 15 Saint James Street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.
Montreal, 8th May, 1907. 1586

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 19.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dines Alder vs Weissman, 803 ; Brodeur vs Avaré, 793 ; Charbonneau vs Leclaire, 792 ; Chartrand vs Chartrand, 793 ; Delorme vs Sheppard, 794 ; Ferguson vs Rabold, 792 ; Garceau vs Morin, 793 ; Grand'bois vs Paradis, 793 ; Jetté vs Labonté, 793 ; Lambert vs Drouin, 792 ; Lambert vs Picard, 794 ; Landry vs Lallier, 794 ; Langlois vs Gadbois, 793 ; Leblanc vs Mercier, 794 ; Lemelin vs Brochu, 794 ; Perras vs Lafrançois, 803 ; Poiriau vs Papineau, 792 ; Poulin vs Maheux, 792 ; Sarrazin vs Tétrault, 792.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Coucernaut avis, etc., 785

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — Napierville Junction Railway Company, 794.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 789 ; Conseil législatif, 788.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS : — The Consolidated Copper Coy, 787.

FAILLIES : — Bélanger, 795 ; Brulé, 804 ; Fortin, 795 ; Gauthier, 804 ; Julien (Dme), 804 ; Lalumière, 803 ; Levesque, 795 ; Tremblay, 795 ; Vincent, 795.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19.

ACTIONS FOR SEPARATION AND TO PROPERTY : — Dines Alder vs Weissman, 803 ; Brodeur vs Avaré, 793 ; Charbonneau vs Leclaire, 792 ; Chartrand vs Chartrand, 793 ; Delorme vs Sheppard, 794 ; Ferguson vs Rabold, 792 ; Garceau vs Morin, 793 ; Grand'bois vs Paradis, 793 ; Jetté vs Labonté, 793 ; Lambert vs Drouin, 792 ; Lambert vs Picard, 794 ; Landry vs Lallier, 794 ; Langlois vs Gadbois, 793 ; Leblanc vs Mercier, 794 ; Lemelin vs Brochu, 794 ; Perras vs Lafrançois, 803 ; Poiriau vs Papineau, 792 ; Poulin vs Maheux, 792 ; Sarrazin vs Tétrault, 792.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, etc., 785.

ANNUAL GENERAL MEETING : — Napierville Junction Railway Company, 794.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative assembly, 789 ; Legislative Council, 788.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The Consolidated Copper Coy, 787.

INSOLVENTS : — Bélanger, 795 ; Brulé, 804 ; Fortin, 795 ; Gauthier, 804 ; Julien (Dme), 804 ; Lalumière, 803 ; Levesque, 795 ; Tremblay, 795 ; Vincent, 795.

LETRES PATENTES :— Quebec Manufacturing Coy, 787.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demandes d'annexer ou d'ériger, etc. :—Charlemagne, 787 ; Divers lots de Sherrington à Saint-Edouard, 787 ; Village de Saint-Ephrem de Tring, 788.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :— Divers lots de la ville de L'Assomption à la paroisse de L'Assomption, 786 ; Divers lots de la Rivière-Ouelle à Saint-Pacôme, 786.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 785.

RATIFICATION :—Rouillier et Tremblay, 796.

RÉSOLUTION :—Municipalité du comté du Lac Mégantic, 802.

VENTE PAR ENCAN :—Motard Fils & Sénécal, 796.

VENTES PAR LES SHERIFFS .

ARTHABASKA :—Hébert, failli, 797.

CHICOUTIMI :—Tremblay vs Simard, 797.

GASPE :—Lallemant vs Fortin, 797.

JOLIETTE :—Vilas vs Rondeau, 798.

MONTREAL :—Lachapelle (Dme) vs Gagné, 800 ; Loranger vs Porcheron, 798 ; Olivier vs Glennon, 799.

RIMOUSKI :—Deschênes, failli, 801.

SAINT-FRANÇOIS :—Chase vs Chase et al, 802 ; McIver (Dme) vs Fish, 801 ; Roy (Dme) vs Keys, 801.

LETTERS PATENT :— Quebec Manufacturing Coy, 787.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Applications to annex or to erect, &c :— Charlemagne, 787 ; Several lots of Sherrington to Saint Edouard, 787 ; Village of Saint Ephrem de Tring, 788.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR^d ERECTED :— Several lots of the town of L'Assomption to the parish of L'Assomption, 786 ; Several lots of the River Ouelle to Saint Pacôme, 786.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 785.

RATIFICATION :—Rouillier and Tremblay, 796.

RESOLUTION :—Municipality of the county of Lake Megantic, 802.

AUCTION SALE :—Motard Fils & Sénécal, 796.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Hébert, insolvent, 797.

CHICOUTIMI :—Tremblay vs Simard, 797.

GASPE :—Lallemant vs Fortin, 797.

JOLIETTE :—Vilas vs Rondeau, 798.

MONTREAL :—Lachapelle (Dme) vs Gagné, 800 ; Loranger vs Porcheron, 798 ; Olivier vs Glennon, 799.

RIMOUSKI :—Deschênes, insolvent, 801.

SAINT FRANCIS :—Chase vs Chase et al, 802 ; McIver (Dme) vs Fish, 801 ; Roy (Dme) vs Keys, 801.

